

La milice antibalaka exige la démission de Samba-Panza

La Coordination nationale de la milice antibalaka a donné quarante huit heures à la présidente de la transition, Catherine Samba Panza ainsi qu'à son Premier ministre Mahamat Kamoun de démissionner.

Selon Patrick Edouard Ngaïssona, coordonnateur de ce mouvement, dans un communiqué rendu public lundi, l'actuelle présidente de la transition n'est plus à la hauteur des attentes du peuple centrafricain. Il évoque également le présumé détournement d'une partie du don angolais à la République centrafricaine.



Communiqué de presse n° 23

Devant la situation critique qui prévaut en République Centrafricaine, la Coordination Nationale du Mouvement des Patriotes Antibalaka, après analyse approfondie, tient à prendre une position historique devant la nation et la Communauté internationale, et ainsi éviter de perpétuer la misère du Peuple centrafricain en dépit de la mobilisation générale impulsée par la Communauté internationale en faveur de la restauration de la paix, de la sécurité et du relèvement de la société centrafricaine.

En effet, depuis l'élection de la Présidente de la Transition par le Conseil National de la Transition (CNT) et la formation du Gouvernement Nzapayéké, et par la suite, du gouvernement Kamoun, le Mouvement des Patriotes Antibalaka, a toujours témoigné de sa bonne volonté pour œuvrer dans le sens du retour à la normalité dans notre pays. C'est ainsi que la Coordination

Nationale des Patriotes Antibalaka a salué, puis soutenu toutes les orientations politiques initiées par la Présidente de la Transition, Madame Catherine Samba-Panza.

Force est de constater que la déception est grande, eu égard aux actes posés par cette compatriote dans sa gestion de la chose publique :

En dépit de la bonne volonté affichée et soutenue des Patriotes Antibalaka pour accompagner la Transition, ces derniers sont toujours abusés dans leur confiance. Aucune promesse faite par Catherine Samba-Panza à l'endroit des Patriotes Antibalaka n'a été tenue, notamment dans la formation du Gouvernement, la prise en compte du Mouvement Antibalaka au sein du Conseil National de Transition, les récompenses à accorder aux Antibalaka relevant des Forces Armées Centrafricaines. De surcroît, les cadres relevant du Mouvement Antibalaka qui sont dans la haute sphère de l'Administration sont relevés de leur poste, souvent sans aucun motif valable.

Les responsables de la Coordination Nationale des Patriotes Antibalaka qui travaillent pour la paix et la restauration de la sécurité dans notre pays, à savoir, Namsio Brice Emotion, Feissona Olivier, Yadjoungou Gustave, et autres, ont été arrêtés et incarcérés sans que la Présidente de la transition ne puisse en faire une préoccupation.

Madame Catherine Samba-Panza, loin de compatir avec le peuple centrafricain, qui a perdu beaucoup d'âmes par le biais des troupes tchadiennes qui avaient sévi en Centrafrique, se décide encore de faire revenir dans ce pays meurtri, des soldats tchadiens, sous prétexte d'assurer sa sécurité. Il s'agit là d'une insulte à la mémoire de tous les compatriotes centrafricains tombés sous les balles des Forces tchadiennes.

Et comme cela ne suffisait guère, la Présidente de la Transition, Madame Catherine Samba-Panza, avec son équipe, se permet encore de détourner les dons des pays amis, qui ont eu la compassion du Peuple centrafricain dans cette situation de désolation. C'est ainsi qu'un montant de 1.132.000.000 F cfa a disparu du don angolais destiné à atténuer la souffrance du peuple centrafricain.

Face à un tableau si critique tel que mentionné ci-haut, la Coordination Nationale des Antibalaka, demande à la Présidente de la Transition, Catherine Samba-Panza, ainsi qu'au Premier ministre Mahamat Kamoun, de démissionner, afin de donner une nouvelle chance à une transition réussie, pour le bien du peuple centrafricain.

La Coordination Nationale des Patriotes Antibalaka lance par la même occasion un appel pressant, au médiateur international à la crise centrafricaine, Son Excellence Denis Sassou Nguesso, Président de la République sœur du Congo, ainsi qu'à toute la communauté internationale, de reprendre la situation politique de la République Centrafricaine en main et de reconsidérer le processus politique en vue de relancer la Réconciliation

Mardi 7 Octobre 2014 - 07:04 - bêafrika Sango